Socialisme vert et écologie rouge ! Une critique de l'écolibéralisme

samedi 23 février 2008, par BAZIN José, FAUSTINO Da COSTA Tania (Date de rédaction antérieure : 10 novembre 2007).

Sommaire

- Sauvons la planète ?
- Al Gore archétype écolibéral
- Pas si vert que ça…
- Qu'est-ce que l'écosocialisme
- De la théorie à la pratique
- Propositions et solutions à la

Que proposent les écosocialistes ? En premier lieu une lutte au gaspillage. En ce sens, il faut aller au-delà des ajustements proposés par les écolibéraux. La solution n'est pas une « limitation » générale de la consommation ou la substitution des produits consommés par d'autres qui incorporent des nouvelles technologies. C'est le type de consommation actuel, fondée sur l'ostentation, le gaspillage, l'aliénation marchande et l'obsession accumulatrice qui doit être mis en question.

Ce texte est basé sur une présentation faite dans le cadre d'une journée de conférences intitulée « Socialisme vert ou écologie rouge ; Vers l'écosocialisme », tenue à Montréal le 10 novembre 2007 et organisée par Gauche socialiste et Masse critique.

Sauvons la planète ?

La défense de « la planète » est devenue un thème à la mode, quotidiennement présent dans les médias. En effet, les évidences rendent presque impossible la négation de la crise écologique actuelle. Qui pourrait ainsi être contre « sauver la planète » ? Mais nous sommes provocateurs et disons : « non, ne sauvons pas la planète ! ». Parce que la planète n'est pas en danger, tout comme la vie sur Terre n'est pas en danger. Par contre, plusieurs formes de vie sont en danger, dont la vie humaine. Disons donc plutôt « sauvons l'humanité ! ». C'est ça pour nous être écologistes, c'est avant tout se préoccuper de l'être humain comme élément même de la nature, faisant parti d'un écosystème à la fois fort et fragile. C'est ça être écosocialiste, et être en même temps critique de son antithèse, l'écolibéralisme, idéologie dominante parmi la population « consciente environnementalement » et même parmi certaines couches écologistes-militantes, dont certains partis verts.

La préoccupation pour l'environnement a augmenté sensiblement à la fin des années 60, début 70, à travers une prise de conscience que l'environnement était plus fragile qu'on le pensait, que les ressources naturelles n'étaient pas inépuisables et que les actions humaines pourraient éventuellement entraîner une catastrophe écologique. En 1999, après plus d'une quinzaine d'années de repli militant, les mouvements écologistes de toutes sortes ont commencé à reprendre leur essor, en une année charnière dans la remontée des luttes environnementales et sociales, marquée par les

protestations contre le sommet de l'OMC (Organisation Mondiale du Commerce) à Seattle. La question écologique pourrait d'abord représenter une menace à la logique expansionniste capitaliste et elle avait donc été mise de côté par les néolibéraux. Mais face à l'évidence que l'activité économique actuelle met en risque la survie de l'humanité, plusieurs sont venus au secours du système capitaliste et ont repris le discours de défense de l'environnement pour le lier au libéralisme économique. Ce sont ceux qu'on appelle ici les « écolibéraux ».

Al Gore archétype écolibéral

L'ex vice-président des États-unis Al Gore constitue un exemple frappant d'écolibéral. Sa notoriété en ce qui concerne le débat sur les changements climatiques est incontestable. Son film, « An inconvenient truth » (Une vérité qui dérange), a reçu deux oscars en 2007, dont celui de meilleur documentaire, et Al Gore a récemment a été co-lauréat, avec le GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat), du Prix Nobel de la paix pour « leurs efforts afin de mettre en place et diffuser une meilleure compréhension du changement climatique causé par l'homme, et de jeter les bases des mesures nécessaires pour contrecarrer un tel changement ». La position d'Al Gore est même parfois une position officielle et son film est distribué aux écoles par le gouvernement, par exemple en Grande-Bretagne. Il est donc essentiel d'analyser la portée et les conséquences de cette vision et de ses propositions.

Al Gore a sans contredit un point positif majeur : faire ressortir le problème des changements climatiques, particulièrement aux États-Unis, où le gouvernement tarde beaucoup à le prendre au sérieux. Dans son documentaire, Al Gore fait une démonstration alarmiste du réchauffement climatique, et essaye de montrer que le risque d'une fin de la planète est patent. Pourtant le film est très pauvre en termes de réflexion et de débats sur les solutions et à ce sujet il nous invite plutôt à visiter son site web (www.climatecrises.net).

Regardons donc un peu les propositions d'Al Gore. Il nous incite à des actions telles que signer des pétitions, faire des investissements financiers socialement et écologiquement responsables, écrire aux parlementaires ou voter pour des politiciens « verts ». D'autres « actions » consistent en des choix de consommation : utiliser des thermostats, préférer des ampoules et des appareils électriques éconergétiques, choisir une voiture hybride, acheter des produits locaux et bios, acheter des produits frais ou lieu de congelés, utiliser les téléconférences, etc. En gros, ce qu'il propose repose sur l'individu et très peu sur le collectif. Il offre même un test pour mesurer la production individuelle de carbone. D'emblée on constate que ces actions sont sans commune mesure avec le catastrophisme qu'il met de l'avant dans son film. Pas besoin, pour lui, d'un changement structurel de la société pour résoudre la crise climatique, puisque c'est à travers de petits changements de comportement que les gens peuvent éviter une telle catastrophe. Al Gore affirme que la cause de cette crise du climat est la combinaison des vieilles habitudes avec des nouvelles technologies qui, plus puissantes, augmentent l'impact provoqué par l'homme dans la nature.

On doit donc réviser la technologie utilisée, mais il ne mentionne pas la surconsommation comme une possible source du problème : on change ce qu'on consomme, mais on consomme toujours et autant, ou plus (la première action qu'il propose est d'acheter son DVD !) Les industriels sont ainsi présentés comme ceux qui, à travers le développement de nouvelles technologies, peuvent apporter des solutions à ce problème. Tandis que sur les épaules des consommateurs pèse la responsabilité de, individuellement, « sauver la Terre » des changements climatiques. Il essaye de présenter une sortie à cette crise qui permettrait de maintenir le niveau de vie extrêmement consommateur des pays développés, voire des États-Unis, et il essaye de montrer que ce style de vie ne représente pas un risque pour l'environnement, car il est possible de l'ajuster et l'adapter. Al Gore soutient qu'on

n'a pas besoin de choisir entre l'environnement et l'économie et qu'il est possible d'avoir les deux en même temps. Mais de quelle « économie » parle-t-il ? De toute évidence, du système industriel capitaliste. Selon lui, « si on fait la chose correcte, on va créer plein d'emplois et de richesse ». Est-ce que cette richesse et ces emplois serviront à l'ensemble de la population mondiale ? Selon Michael Löwy, un de penseurs de l'écosocialisme, si l'on généralisait à l'ensemble de la population mondiale la consommation moyenne d'énergie des États-Unis, les réserves connues de pétrole seraient épuisées en dix-neuf jours. Le système actuel est donc nécessairement fondé sur le maintien et l'aggravation de l'inégalité criante entre le Nord et le Sud, question qu'Al Gore ignore.

En outre, est-ce que le seul danger écologique est l'augmentation du niveau de CO_2 ? Il ne parle pas des autres problèmes. Pire encore pour les questions d'inégalité sociale : à aucun moment Al Gore ne fait un lien entre les conditions de misère de la population et la crise écologique. Quel choix ont ceux et celles qui ont à peine de quoi à manger, pour « lutter contre les changements climatiques » ? Acheter des produits éconergétiques et des nouvelles voitures « vertes » ? Quelle option donne-t-il à ces gens ? Il passe aussi à côté du concept d'équité environnementale, qui démontre comment, dans les grandes villes, les populations plus démunies sont celles qui souffrent le plus des conséquences de la pollution.

Un autre facteur qui provoque le réchauffement de la planète selon lui est la croissance de la population, surtout dans des pays non industrialisés. Un tel raisonnement risque de nous mener à des perspectives malthusiennes. On devrait donc luter pour la diminution de ces populations ? Contre leur développement ? La croissance de la population est un bouc-émissaire facile à utiliser qui cache les contradictions internes du système capitaliste qui sont les vraies causes des problèmes écologiques.

Pourtant il se contredit lui-même en laissant comprendre qu'il suffirait que les pays développés réduisent leurs émissions de CO_2 pour éviter le réchauffement de la planète. Selon lui, 30,3% de la responsabilité pour le réchauffement climatique doit être attribuée aux États-Unis, suivi de 27,7% à l'Europe, alors que le continent africain tout entier ne représente que 2,5% de cette responsabilité. Mais il ne pose pas la question de l'interdépendance du marché mondial et il ne fait pas le lien entre la progression des problèmes écologiques dans les pays du Sud et la politique d'« exportation de la pollution » vers ces pays.

Il affirme encore qu'il ne manque que de « volonté politique » pour que les changements s'opèrent - ce qui peut nous amener à considérer qu'on doit simplement exiger et attendre une solution des gouvernements, d'où son exhortation à la signature des pétitions ou au vote « vert ». Évidemment, ça maintient le manque d'autonomie de la population par rapport aux moyens de production et à la sphère économique. Al Gore ne critique pas le fait que ce sont les capitalistes producteurs qui décident des investissements et qui ont le pouvoir de prendre des décisions qui affecteront l'environnement en large échelle. Il ne lance aucun mot sur le mode de production. Il ne critique pas la course sans fin au profit ou l'accumulation du capital propre au système capitaliste. Il défend exclusivement la « croissance économique », ce qui, sous un régime capitaliste, représente plus d'accumulation de capital et plus d'inégalités sociales.

Le fait de négliger la connexion nécessaire entre le productivisme et le capitalisme conduit à l'illusion d'un « capitalisme propre » ou de réformes capables d'en contrôler les « excès », par exemple à travers la défense du Protocole de Kyoto. Al Gore ne se pose pas la question si les standards établis par le protocole de Kyoto sont assez pour combattre le réchauffement climatique, si c'était la voie adéquate. Il défend tout simplement l'adhésion au protocole.

Finalement, ce n'est pas seulement au moment de suggérer une solution à la crise climatique qu'Al Gore pose la question au niveau individuel. Il le fait aussi pour indiquer les causes du problème et

affirme enthousiaste que « c’est difficile pour quelqu’un de comprendre quelque chose, si son salaire dépend de qu’il ne comprenne pas cette chose ». Il cite à ce sujet le cas de Philip Cooney, qui travaillait pour l’American Petroleum Institute et qui a été nommé pour s’occuper de l’environnement pendant l’administration Bush en 2001. Après une polémique concernant un memo du FBI, il démissionne et va travailler pour Exxon Mobil. À travers cet exemple, Al Gore pourrait nous convaincre qu’il suffit que les gens qui sont au gouvernement ne soient pas liés à l’industrie pétrolière, pour qu’ils soient capables de prendre les bonnes décisions vis-à-vis le réchauffement de la planète.

Pas si vert que ça…

Tandis que pour les écosocialistes la solution n’est pas individuelle, mais bien structurelle, on a vu comment l’écolibéralisme fait reposer en grande partie les solutions sur les individus. Mais parfois les écolibéraux proposent des alternatives qui semblent souhaitables et même fondées sur la collectivité, mais qui en réalité ne le sont pas. Nous en citerons trois exemples :

1. La taxe sur le carbone = Régulièrement évoquée, la pression en sa faveur augmente. Dans la théorie économique taxes et quotas d’émission sont des instruments possibles de lutte contre la pollution. En matière de lutte contre les changements climatiques, la taxe sur le carbone est présentée comme une alternative aux quotas nationaux sur les émissions de GES (gas à effet de serre) du système de Kyoto. Mais ces deux systèmes ne sont pas équivalents d’un point de vue environnemental. Dans le cas d’une taxe, on décide de son coût et ensuite les acteurs économiques « choisissent » la quantité émise selon leurs actions (payer la taxe ou investir pour moins polluer). Dans le cas des quotas on fixe à l’avance le maximum de GES qu’un pays peut produire. Ainsi, la taxe fait en sorte que si une entreprise veut polluer elle n’a qu’à payer, tandis qu’avec les quotas elle est obligée de diminuer sa pollution pour atteindre l’objectif de réduction. Löwy nous fait voir qu’une vision écosocialiste défend qu’on « se débarrasse de ce mythe d’un calcul économique du « prix de marché » des dégâts écologiques : ce sont en réalité des variables incommensurables du point de vue monétaire ».

2. L’énergie nucléaire = qui revient de plus en plus, et même chez les écologistes. Le nucléaire est une fausse solution. Privilégier le nucléaire est négliger le problème des déchets radioactifs auquel aucune solution satisfaisante n’a été trouvée, sinon de reporter sur les générations futures le risque que comporte leur stockage. En outre, cette source d’énergie n’est pas viable à long terme. Présentement le nucléaire représente environ 3% de l’énergie consommée sur la planète, et même en multipliant par 10 le nombre de centrales nucléaires, on porterait au mieux ce taux à 40% de l’énergie produite mondialement, avec lequel les réserves mondiales d’uranium seraient épuisées en seulement 6 ans. De plus, le développement du nucléaire implique une concentration élevée de capitaux et induit un pouvoir fortement centralisé.

3. Les agrocarburants (ou biocarburants) = à partir de la canne à sucre, du colza, de l’huile de palme ou du maïs. Résultat, au Mexique le prix de la tortilla a augmenté considérablement, en Indonésie la forêt a été rasée pour produire plus d’huile de palme et à plusieurs endroits on utilise la canne à sucre qui est une des productions agricole qui épuise le plus rapidement les sols. D’autres entrepreneurs, voulant se faire leur propre niche économique, utilisent l’argument que tous ces produits que nous venons de nommer ne sont pas si efficaces environnementalement et proposent deux nouvelles solutions : les biocarburants produits à partir de fibre de bois et à partir du miscantus gigantus, (populairement connue comme « herbe à éléphant »). Selon eux, ce serait la révolution au niveau écologique, des biocarburants « non dommageables pour l’environnement ». C’était sans compter sur le fait qu’autant ces arbres dont on utilise la fibre que le miscantus doivent

être cultivés et ce sur les terres agricoles. Certains agriculteurs commencent en conséquence à abandonner les cultures alimentaires pour se tourner vers les biocarburants (beaucoup plus payants, mais pas nourrissants…). Il faut aussi prendre en compte tout le processus de culture, de transformation et de transport de ces biocarburants, pour analyser son impact environnemental. Au contraire de l'effet recherché, ils peuvent en réalité augmenter les émissions de GES.

On constate donc que différentes nouvelles technologies sont présentées comme des solutions presque miraculeuses pour éviter le réchauffement de la planète. Pourtant, si on reste dans la logique capitaliste, son implémentation sera toujours commandée par le besoin de nouveaux marchés profitables, et pas vraiment par le souci pour l'environnement.

Qu'est-ce que l'écosocialisme ?

Est-il donc nécessaire d'abandonner le capitalisme pour empêcher le réchauffement de la planète ? Nous croyons, avec les écosocialistes, que la fin de ce système est la seule solution concevable. L'écosocialisme propose une stratégie d'alliance entre les « rouges » et les « verts », les marxistes et les écologistes. Löwy nous parle des divergences de fond qui ont séparé ces deux courants. Les écologistes accusent Marx et Engels de productivisme, et en effet *« on trouve souvent chez Marx ou Engels une tendance à faire du « développement des forces productives » le principal vecteur du progrès, et une posture peu critique envers la civilisation industrielle, notamment dans son rapport destructeur à l'environnement »*. Marx n'avait pas pris suffisamment en considération que, par sa dynamique expansionniste, le capital met en danger ou détruit ses propres conditions, à commencer par l'environnement naturel.

Pourtant Marx a largement dénoncé *« la logique capitaliste de production pour la production, l'accumulation du capital, des richesses et des marchandises comme but en soi. L'idée même de socialisme est celle d'une production de valeurs d'usage, de biens nécessaires à la satisfaction de nécessités humaines. L'objectif suprême du progrès technique pour Marx n'est pas l'accroissement infini de biens (« l'avoir ») mais la réduction de la journée de travail, et l'accroissement du temps libre (« l'être ») »*. Cette prédominance des valeurs d'usage par rapport aux valeurs d'échange est reprise par les écosocialistes comme le moteur qui devrait orienter l'évolution technologique.

À la question qu'est-ce que l'écosocialisme ?*, Löwy va plus loin que le simple fait de dire que c'est la convergence de l'écologie et du socialisme et répond que l'écosocialisme est *« un courant de pensée et d'action écologique qui fait siens les acquis fondamentaux du marxisme - tout en le débarrassant de ses scories productivistes. Pour les écosocialistes la logique du marché et du profit - de même que celle de l'autoritarisme bureaucratique de feu le ''socialisme réel''- sont incompatibles avec les exigences de sauvegarde de l'environnement naturel. Tout en critiquant l'idéologie des courants dominants du mouvement ouvrier, ils savent que les travailleurs et leurs organisations sont une force essentielle pour toute transformation radicale du système et pour l'établissement d'une nouvelle société, socialiste et écologique. »*

Encore selon Löwy, les moyens de production, et surtout sur les décisions d'investissement et de mutation technologique, doivent en conséquence être arrachés aux capitalistes pour devenir un bien commun de la société. Le but écosocialiste est une société écologiquement rationnelle fondée sur le contrôle démocratique, l'égalité sociale et la planification démocratique qui permette à la société de définir les buts de la production et des investissements. Les réformes partielles de ce système *« sont totalement insuffisantes : il faut remplacer la micro-rationalité du profit par une macro-rationalité sociale et écologique, ce qui exige un véritable changement de civilisation »*. Les écosocialistes considèrent donc la propre dynamique du capitalisme comme l'origine de la crise écologique. Selon

le manifeste écosocialiste, le système actuel ne peut réguler, et encore moins surmonter, les crises qu'il a engendrées, parce que pour le faire, il devrait poser des limites à l'accumulation, qui est elle-même une de ses caractéristiques fondamentales. Ainsi le choix dramatique posé par Rosa Luxembourg fait son retour : *« socialisme ou barbarie »*, la barbarie étant la catastrophe écologique.

De la théorie à la pratique écosocialiste

L'écosocialisme s'est développé surtout au cours des trente dernières années, en même temps que d'autres mouvements écologistes. Ce courant est loin d'être politiquement homogène, mais la plupart de ses représentants partagent certains thèmes communs. Plusieurs personnes travaillent sur la théorisation de l'écosocialisme au niveau international. On pense tout de suite, pour la période actuelle, au franco-brésilien Michael Löwy, déjà cité plus haut, à l'étasunien Joel Kovel ou au français Philippe Corcuff. Ces penseurs se sont attelés à proposer une définition de ce qu'est l'écosocialisme.

L'écosocialisme est passé rapidement de la théorie à la pratique au niveau international. Un exemple est la création du réseau écosocialiste brésilien le 27 janvier 2003 pendant le Forum social mondial de Porte Alegre. Ce réseau est une synthèse de trois grands courants : des luttes nationales des mouvements sociaux tel que la CUT (Central unique des travailleurs) ou le MST (Mouvement de sans terre), des partis de gauche nationaux tel que le PT (le Parti des travailleurs de Lula) et le PSOL (Parti socialisme et liberté) et la lutte écologiste anticapitaliste internationaliste initiée par le lancement du Manifeste écosocialiste mondial de septembre 2001. Cette initiative s'est reproduite internationalement par la fondation les 7 et 8 octobre 2007 à Paris d'un Réseau écosocialiste international dans le cadre d'un grand rassemblement écosocialiste mondial, où étaient présents plus de 60 déléguéEs écosocialistes de plusieurs pays.

Propositions et solutions à la fois vertes et rouges

Alors, que proposent les écosocialistes ? En premier lieu une lutte au gaspillage. Aucune limitation du réchauffement climatique ne peut être envisagée sans une lutte implacable contre le gaspillage énergétique et les gaspillages de n'importe quelle ressource naturelle. Pour constater que le système actuel est fondé sur le gaspillage, nous n'avons qu'à penser au transport en tout sens des marchandises et des individus, à l'augmentation progressive des dépenses militaires et de la publicité, qui est non seulement du gaspillage par elle-même, mais qui encourage un comportement consommateur ostentatoire et nuisible à l'environnement. Il faut aller au-delà des ajustements proposés par les écolibéraux. Dans les mots de Löwy, la solution n'est pas une « limitation » générale de la consommation ou la substitution des produits consommés par d'autres qui incorporent des nouvelles technologies. C'est le type de consommation actuel, fondée sur l'ostentation, le gaspillage, l'aliénation marchande et l'obsession accumulatrice qui doit être mis en question.

Si on peut réduire une partie des GES en transformant le type de consommation actuel, il faut aussi continuer à investir massivement dans le développement des sources d'énergie renouvelables. Une partie des technologies non-polluantes existent déjà au niveau énergétique, comme l'énergie photovoltaïque, marémotrice, géothermique ou éolienne, et il faut absolument promouvoir la continuité de sa recherche. Voici quelques exemples de revendications écosocialistes pour lesquelles nous pouvons lutter ici et maintenant : les transports publics gratuits et interdiction de nouvelles autoroutes ; le train à prix démocratique pour les plus grandes distances tout en interdisant les voyages aériens sur les courtes distances ; un plan public d'isolation de logements financé par un

impôt sur les profits des sociétés pétrolières.

Cet échantillon de revendications fait partie d'une série de revendications transitoires à appliquer immédiatement sans attendre une société écosocialiste. Car le but des écosocialistes est plus grand que la lutte actuelle contre les changements climatiques. Tout en luttant maintenant pour une amélioration des conditions de l'environnement, les écosocialistes luttent pour un changement radical de la société. L'écosocialisme se caractérise par une modification radicale du rapport entre l'humanité et la biosphère, il implique nécessairement une évolution profonde des mentalités, avec en premier lieu une modification profonde des habitudes de consommation. Le projet écosocialiste n'implique pas seulement un changement de rapports économiques et une révolution politique, il postule aussi une révolution sur le plan culturel. Le projet écosocialiste devra nécessairement articuler une planification mondiale nécessaire à la réalisation des grands objectifs de l'humanité, avec une décentralisation maximale et une attention particulière à la question des outils utilisés. Le projet écosocialiste doit mettre au centre des ses préoccupations l'être humain et non plus la notion abstraite de développement des forces productives. L'écosocialisme devra être planifié de façon démocratique, participative et autogestionnaire et impliquant les citoyennes et les citoyens dans le processus de décision. L'écosocialisme sera nécessairement et pratiquement internationaliste. Ainsi, à long terme l'écosocialisme se prononce en faveur d'une République universelle tout en luttant ici et maintenant pour faire avancer des solutions écologistes. Le manifeste écosocialiste finit en disant que *« Les crises de notre époque peuvent et doivent être comprises comme des opportunités révolutionnaires que nous devons faire éclore »*. On pourrait remplacer les technologies qu'on utilise, mais si la logique capitaliste subsiste, les inégalités sociales persisteront, et avec elles les problèmes qui affectent l'environnement. Sauvons l'humanité, optons pour l'écosocialisme !

P.-S.

* Ce texte s'est largement inspiré et utilise des extraits de LÖWY, Michael, Qu'est-ce que l'écosocialisme ?, d'octobre 2004 et du Manifeste écosocialiste international de 2001.